

**Nations unies - Paix et sécurité en
Afrique - Conseil de sécurité -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies**

(New York, 19 juillet 2017)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour l'organisation de ce débat particulièrement opportun. Je tiens également à remercier le Secrétaire général des Nations unies et le commissaire Paix et Sécurité de l'Union africaine, M. Smaïl Chergui, pour leurs présentations et, au-delà, pour leur engagement personnel en faveur du développement de relations fortes entre ces deux organisations, qui correspond à une priorité de premier plan de la France.

Je voudrais également saluer chaleureusement la présence du ministre des affaires étrangères du Sénégal, M. Mankeur Ndiaye.

Permettez-moi de souligner trois points en particulier.

En premier lieu, la France se réjouit vivement de l'engagement fort des organisations et des pays africains pour la paix et la sécurité du continent.

Cet engagement s'illustre bien entendu à travers la participation des États d'Afrique aux opérations de maintien de la paix, dont ils sont parmi les plus importants contributeurs, s'agissant aussi bien des personnels militaires que de police. Certains États d'Afrique ont d'ailleurs pris la décision de développer encore davantage cette participation ; la France salue cette volonté.

Naturellement, cet engagement africain pour la paix et la sécurité sur le continent s'incarne aussi à travers les opérations menées sous les auspices de l'Union africaine. C'est bien sûr le cas de l'AMISOM et de la Force multinationale mixte contre Boko Haram aujourd'hui, mais aussi, au cours des années passées, de la MISMA au Mali et de la MISCA en République centrafricaine, notamment. Dans le Golfe de Guinée, les pays de la CEDEAO et de la Communauté économique des États d'Afrique Centrale se sont organisés pour lutter contre la recrudescence de la piraterie maritime. Pour le continent dans son ensemble, l'opérationnalisation de la force africaine en attente est une avancée qui ouvre des perspectives significatives.

Aujourd'hui, ce sont les pays du G5 Sahel qui font la preuve de leur volonté de s'impliquer

pleinement dans la lutte contre les groupes terroristes qui déstabilisent cette région. Cet engagement fort doit être salué et résolument encouragé. C'est l'objet de La résolution 2359 que ce Conseil a adoptée le 21 juin dernier.

Au regard de cette dynamique positive, et c'est là mon deuxième message, la France soutient pleinement l'engagement du continent africain pour la paix et la sécurité.

Le plan décennal de l'Union africaine pour le renforcement des capacités africaines a illustré cette volonté, à laquelle la France participe pleinement.

À titre bilatéral, la France est l'un des premiers partenaires des pays du continent en matière de paix et de sécurité. Elle contribue ainsi à la formation de plus de 25.000 militaires africains par an, officiers et soldats, dans 11 pays du continent. Ces formations portent sur plus de 57 thématiques différentes, parmi lesquelles le maintien de la paix, la formation des cadres, la logistique, le déminage ou encore la sécurité maritime. Elles s'effectuent de manière prioritaire à travers le réseau des 14 écoles nationales à vocation régionale, mais également par l'accueil en France dans les écoles d'officiers.

Le soutien de la France passe également par des actions de coopération opérationnelle, en application d'accords de partenariat. La France facilite ainsi l'engagement de nos partenaires africains dans les opérations de paix. Elle y contribue à travers les actions de formation mais également pour l'équipement des contingents africains et le soutien à leur déploiement opérationnel. Dans le Sahel, les forces françaises de Barkhane combattent au côté des forces africaines et de la MINUSMA pour la stabilité de la région. Dans le Golfe de Guinée, la France soutient dans le cadre de l'Opération Corymbe les efforts des pays de la région en matière de sécurité maritime.

Ces efforts ont naturellement vocation à être menés en synergie avec ceux déployés par les organisations internationales, et en premier lieu l'Union européenne. Au Mali, au Niger, en RCA, en Somalie, l'Union européenne est engagée pour le renforcement des capacités africaines de paix et de sécurité via ses opérations EUTM et EUCAP. L'Union européenne est également un contributeur majeur au financement des opérations africaines, comme l'AMISOM, la Force multinationale mixte pour la lutte contre Boko Haram, et la Force conjointe du G5 Sahel.

Ce soutien passe également par la promotion d'une approche intégrée de la stabilisation et de la promotion d'une paix durable. Ainsi, la France, l'Allemagne et l'Union européenne ont lancé le 13 juillet dernier l'Alliance pour le Sahel, qui promeut une approche intégrée pour la région, portant dans un premier temps sur la sécurité et la stabilisation, puis sur le développement à moyen et long terme.

C'est forte de cette expérience que la France appelle la communauté internationale à poursuivre et à renforcer son soutien au continent.

Et c'est là mon troisième message : le partenariat stratégique entre les Nations unies et l'Union

africaine, au renforcement duquel la France est très attachée, est plus que jamais un gage de progrès dans le renforcement des capacités africaines de paix et de sécurité.

Les derniers mois ont vu émerger une dynamique constructive qui vise à approfondir la coopération entre les deux organisations, qui est déjà une réalité. Je salue à cet égard, l'investissement personnel du Secrétaire général des Nations unies pour la renforcer, notamment via le cadre de partenariat que le Secrétaire général a conclu avec l'Union Africaine en avril dernier.

Cette dynamique est nécessaire dans un contexte où les opérations africaines de paix peuvent présenter des avantages comparatifs réels par rapport aux Opérations de maintien de la paix des Nations unies, lorsqu'elles contribuent aux objectifs de la Charte et s'appuient sur ses dispositions. Les rapports du Secrétaire général et du président de la Commission de l'Union africaine, remis conformément à la résolution 2320, ont apporté des précisions très utiles sur les progrès accomplis ainsi que sur les objectifs qui restent à atteindre. Leurs propositions sur les mécanismes de déploiement et de financement des opérations africaines de paix devront être étudiées au plus près, de manière constructive et collectivement, dans la logique actuelle d'engagements réciproques.

Nous apprécions à cet égard les engagements pris par l'Union africaine, concernant aussi bien le financement de 25% du coût de ces opérations que les aspects opérationnels, comme la planification et la conduite des opérations, et leur encadrement, notamment via des mécanismes de reddition des comptes ou de respect des droits de l'Homme par les forces concernées. C'est par un dialogue renforcé et dynamique que nous pourrions parvenir à des améliorations structurelles de nos réponses communes. Les consultations entre ce Conseil et le Conseil Paix et Sécurité de l'Union africaine en septembre prochain à Addis Abeba seront à cet égard une étape importante.

Monsieur le Président,

Le développement des capacités africaines de paix est un facteur essentiel pour la paix et la stabilité sur le continent, et constitue en tant que tel un axe prioritaire de notre action. La France continuera donc de prendre toute sa part à cet effort, dans un esprit de partenariat dynamique pour la sécurité en Afrique.

Je vous remercie./.